

Communiqué de presse, pour diffusion immédiate.

Un nouveau rapport révèle l'expansion des projets pétroliers en RDC, mettant en danger les écosystèmes et les communautés

Les blocs pétroliers du nouvel appel d'offres empiètent sur plus de 100 millions d'hectares de zones protégées, de zones clés pour la biodiversité et de forêts tropicales intactes à travers la République démocratique du Congo.

29 juillet 2025 (Kinshasa, RDC / Sacramento, Californie) — Un nouveau rapport publié par Earth Insight et ses partenaires révèle que la République démocratique du Congo (RDC) a récemment approuvé un appel d'offres pour l'exploitation pétrolière couvrant plus de la moitié du pays, lançant ainsi un nouveau cycle d'octroi de licences pour 55 blocs pétroliers, dont 52 nouvellement annoncés en 2025 et trois déjà attribués.

Ce nouveau rapport, réalisé en partenariat avec les groupes congolais Notre Terre Sans Pétrole et CORAP, ainsi qu'avec Rainforest Foundation UK, s'appuie sur une [analyse et une cartographie spatiale](#) publiées en juin, et détaille l'expansion spectaculaire des activités d'extraction qui constituent une menace majeure ; pour les forêts et les zones protégées essentielles à la santé des communautés et pour notre planète. Les principales conclusions révèlent que :

- Les blocs pétroliers empiètent sur **8,3 millions d'hectares (23 %) de zones protégées, 8,6 millions d'hectares (23 %) de zones clés pour la biodiversité et 66,8 millions d'hectares (64 %) de forêts tropicales intactes.**
- **72%** du Corridor vert du Kivu-Kinshasa, une initiative phare en matière de conservation annoncée début 2025, est désormais chevauché par des blocs pétroliers, ce qui compromet son intégrité écologique et sape sa crédibilité en tant que solution durable pour le développement et le climat.
- La **Cuvette Centrale**, le plus grand complexe de tourbières tropicales au monde, constituant un puits de carbone essentiel stockant environ **30 gigatonnes de carbone**, est **gravement menacée de dégradation**. La majorité des tourbières de la RDC étant désormais chevauchées par les blocs pétroliers nouvellement désignés.
- On estime à **39 millions** le nombre de personnes vivant dans environ 37 000 villes et villages situés au sein des nouveaux blocs pétroliers. Parmi elles, de nombreux peuples autochtones et communautés forestières qui dépendent de forêts intactes, de rivières et d'écosystèmes sains pour leur subsistance, leur culture et leur survie.

Malgré le lancement de ce nouveau cycle d'octroi de licences par le gouvernement de la RDC, cette décision a suscité une opposition généralisée tant au niveau local qu'international. La société civile s'est activement mobilisée pour mettre un terme à l'expansion de l'industrie pétrolière et gazière en RDC, en coordonnant une [semaine internationale d'actions en juin](#)

visant les institutions gouvernementales de la RDC ainsi que les multinationales. Une campagne intitulée « Notre Terre Sans Pétrole » a également vu le jour au sein d'une coalition de la société civile qui a [publié une déclaration](#) en octobre dernier appelant à la suppression définitive de ces concessions pétrolières et à leur non-remise aux enchères.

*« Imaginez : 39 millions de Congolais — soit près de la moitié de la population — et 64 % de nos forêts pourraient être directement affectés par l'attribution de ces blocs pétroliers », a déclaré **Pascal Mirindi, coordinateur de campagne, Notre Terre Sans Pétrole**. « Et cela pendant que le gouvernement fait la promotion « corridor écologique Kivu-Kinshasa ». Où est la logique ? Où est la cohérence ? Nous rappelons à nos dirigeants que le peuple congolais est le souverain primaire. Nous ne resterons pas silencieux pendant que certains s'organisent pour brader notre avenir. »*

Les scientifiques ont averti que le bassin du Congo pourrait approcher un point de basculement écologique dangereux, au-delà duquel ses forêts pourraient commencer à perdre leur capacité à absorber le carbone et devenir au contraire une source nette d'émissions de gaz à effet de serre. Communément appelé « poumon de l'Afrique », le bassin du Congo est le plus grand puits de carbone au monde. Malgré l'importance mondiale des paysages de la RDC, le pays est confronté depuis quelques années à des menaces croissantes liées à l'extraction du pétrole et du gaz. En juillet 2022, le gouvernement de la RDC a lancé des appels d'offres pour 27 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers, couvrant de vastes zones du pays, y compris des forêts primaires très sensibles.

*« L'exploitation pétrolière et gazière dans ces écosystèmes fragiles aurait des conséquences dévastatrices sur la biodiversité, les communautés et leur droit foncier, ainsi que sur la lutte mondiale contre le changement climatique », a déclaré **Anna Bebbington, directrice de recherche chez Earth Insight**. « C'est pourquoi ce rapport appelle le gouvernement de la RDC et ses partenaires internationaux à annuler l'appel d'offres pétrolier de 2025 et à investir dans des modèles de développement alternatifs qui respectent les droits des populations autochtones et des communautés, préservent les moyens de subsistance locaux et protègent la biodiversité et le climat. »*

###

Contact presse et médias :

Ziona Eyob, Conseillère en communication, press@earth-insight.org

Shayna Samuels, Conseillère en communication, shayna@ripplestrategies.com

À propos d'Earth Insight

Earth Insight développe des outils essentiels pour la transparence et génère une dynamique visant à limiter l'expansion des industries fossiles, minières et autres qui menacent les écosystèmes clés et les communautés autochtones et locales. Nos travaux de recherche, notre communication et nos efforts de mobilisation sont essentiels pour soutenir les interventions politiques que les principaux acteurs politiques et financiers peuvent mettre en œuvre afin de

protéger les écosystèmes critiques, une étape cruciale pour lutter contre les crises de la biodiversité et du climat.

Parmi nos partenaires :

[Notre Terre Sans Pétrole](#) (Our Land without Oil) est une campagne et une coalition d'organisations de la société civile qui appellent à l'abandon définitif de tout projet d'exploitation d'hydrocarbures en République démocratique du Congo (RDC). Elle promeut des énergies alternatives respectueuses de l'environnement et le respect des droits des communautés locales.

[CORAP](#)

La CORAP est une plateforme des Organisations de la Société Civile impliquant plus de 50 organisations engagées dans le suivi des réformes et des actions mises en œuvre par les autorités en RDC. La mission de CORAP est de mobiliser constamment les organisations de la Société Civile pour influencer positivement les politiques étatiques en faveur des intérêts socio-économiques des communautés locales.

[Rainforest Foundation UK](#)

Rainforest Foundation UK s'engage en faveur des droits humains et de la protection de l'environnement dans la lutte contre la déforestation. Au niveau local, nous aidons les communautés forestières à obtenir des droits fonciers, à lutter contre les industries destructrices, à gérer leurs forêts et à protéger leur environnement. Au niveau mondial, nous menons des campagnes pour influencer la création de lois et de politiques nationales et internationales qui protègent les forêts tropicales et leurs habitants.